

La statistique publique, langage universel

CARLO MALAGUERRA*

1. INTRODUCTION

La vitesse à laquelle se succèdent les événements ne nous laisse pratiquement plus le temps de vraiment saisir leur signification, ni encore moins de réfléchir à leur impact sur la condition humaine. Nous sommes tous pris comme dans une sorte de tourbillon accélérateur qui nous garde constamment en mouvement, qui nous éloigne inexorablement des points de repère traditionnels, qui nous insécurise, qui nous rend ardue toute tentative d'entrevoir où se situe notre futur. Jamais l'humanité n'avait été entraînée dans une telle civilisation de l'éphémère, de la volatilité, de la mobilité. Jamais l'humanité n'avait pu vivre en temps réel ce qui se passe de par le monde ni être interpellée, du moins virtuellement, dans tous ces événements.

Dans ces conditions il est difficile, sinon impossible, de se mettre à l'abri de ce tourbillon, ne fût-ce que pour un moment, ne fût-ce que dans un domaine précis et restreint de la réalité, pour essayer de dégager les lignes de force qui ont marqué les dernières années. Il n'est pas question de prétendre écrire l'histoire du passé récent, car l'histoire demande toujours du recul sur les événements pour pouvoir les classer, les pondérer, les interpréter, les analyser, les expliquer. J'aimerais néanmoins vous inviter à profiter de cette occasion, de ces quelques instants de tranquillité intellectuelle, pour essayer de partager avec moi les faits qui m'ont le plus marqué et intéressé au cours des dernières années.

Mon exposé aura un caractère très personnel: il reposera sur la mémoire du vécu, sur les impressions ressenties, les expériences faites. Peut-être sera-t-il possible de dégager un fil rouge qui aura caractérisé tous ces événements. Je veux parler, bien sûr, des événements qui ont touché, de près ou de loin, la statistique publique dans la dernière décennie du 20^e siècle.

2. LA FAILLITE DE L'APPROCHE IDÉOLOGIQUE

Après la chute du mur de Berlin, la communauté internationale a été confrontée à la débâcle des régimes communistes. Elle a dû prendre conscience d'une réalité qu'elle avait longtemps refusé de connaître et, encore plus, d'interpréter. Il est impressionnant de

* Directeur de l'OFS, Neuchâtel.

constater que, malgré tous les systèmes de renseignements secrets ou moins secrets, les gouvernements des pays de ce que l'on appelait le monde libre ont été pris au dépourvu par la faillite des régimes communistes. Personne ne paraissait avoir la moindre idée, même approximative, de la situation des pays de l'Est. C'était le résultat de notre façon de penser compartimentée et acritique pendant des dizaines d'années.

Il faut toutefois rappeler que les sociétés occidentales n'ont pris conscience de l'ampleur de la débâcle des régimes communistes que peu à peu, et ce, à cause essentiellement de l'absence d'informations pertinentes sur les économies de l'Europe de l'Est. Les systèmes statistiques avaient été construits pour servir les besoins du plan: la statistique était devenue l'instrument du pouvoir. Ainsi, les informations statistiques disponibles ne collaient plus à la réalité – et ceci depuis fort longtemps. La communauté internationale, dans son effort non désintéressé de venir en aide aux populations des anciens régimes communistes, s'est vue dans l'obligation de construire d'abord des systèmes statistiques fiables afin (a) de connaître enfin la situation (b) d'être à même de développer des plans d'aide et d'investissements ciblés et (c) de pouvoir mesurer l'impact des politiques mises en place et l'évolution des sociétés. On ignore souvent que les pays occidentaux, l'Union européenne et les institutions de Bretton Woods ont investi des centaines de millions de dollars pour reconstruire les systèmes statistiques des pays que l'on appelait alors „pays en transition“. Des pays en transition, mais vers quoi? Vers l'économie de marché, bien sûr. Le début des années nonante aura été marqué par une vision extrêmement simplificatrice et naïve du grand processus de démocratisation des pays de l'Est: il suffisait, pensait-on, que ces pays adoptent l'économie de marché pour que la démocratie prenne le dessus. Bien des gouvernements, des organisations internationales, des personnalités en vue ont cru – ou ont fait semblant de croire – que l'adoption des mécanismes de l'économie de marché conduisait automatiquement à l'instauration d'un régime démocratique. Avec cette approche, on balayait tout ce que les sociétés communistes avaient bâti, même le peu qu'elles avaient fait de bien. On allait s'apercevoir un peu plus tard que le paradigme qui identifie l'économie de marché au système démocratique était absurde – même si, soit dit en passant, nombre de personnes et d'institutions argumentent encore de la sorte.

Si je me suis attardé sur ces événements, c'est simplement parce qu'ils coïncident avec le renouvellement de la conception de la statistique publique. Je n'hésite en effet pas à parler d'un changement de paradigme en ce qui concerne la fonction, la mission et la place de la statistique publique dans la conduite et la gestion de nos sociétés.

3. LES DÉBUTS DE LA NOUVELLE STATISTIQUE PUBLIQUE

En juin 1989 j'ai été nommé président de la Conférence des Statisticiens Européens (CSE), un organe de la Commission Economique pour l'Europe. Cette CSE existait depuis 1952 et comprenait quelque quarante représentants des pays de l'Europe de l'Ouest, de l'Est, des Etats-Unis et du Canada. Cette conférence, qui réunissait tous les

Etats de la région européenne sur un pied d'égalité, avait pour but d'assurer la coordination, l'harmonisation et la comparabilité des statistiques. Le monde n'était pas seulement divisé politiquement en deux blocs: il y avait également deux systèmes différents d'observation statistique. Le système occidental, ouvert, axé sur la diffusion de l'information statistique et assez indépendant de l'Etat; le système des pays à économie planifiée, au service justement du plan et des intérêts politiques, ouvert dans la mesure où les informations convenaient aux gouvernements. On doit reconnaître aujourd'hui que les statisticiens ont favorisé le manque de transparence et cautionné le mensonge d'Etat. Voilà un chapitre noir de l'histoire de la statistique publique qui n'a pas encore fait l'objet de recherches sérieuses. Bref: en automne 1989 le mur de Berlin cède, miné par l'absurdité du régime communiste. En février 1990, j'ai convoqué une réunion extraordinaire de la CSE pour faire le point sur la situation de la statistique dans les pays à économie planifiée. C'était l'une des premières initiatives au niveau international qui visait à évaluer la situation et à chercher des solutions. Les idées, alors, étaient loin d'être claires. Une première prise de conscience de la part des statisticiens met en évidence la nécessité de doter les nouveaux gouvernements qui se veulent démocratiques d'un système d'information statistique indépendant, autonome et garantissant des résultats objectifs. On se rend tout de suite compte qu'il s'agit d'une tâche énorme qui doit être soutenue par les pays occidentaux et les organisations internationales. Le grand mouvement de reconstitution des systèmes statistiques des pays de l'Est est lancé avec le concours de l'UE, du FMI, de la Banque mondiale et de bien d'autres organisations. Mais les statisticiens n'estiment pas cela suffisant. Il faut que les fautes du passé ne puissent plus se reproduire dans le futur. C'est ainsi que, sur proposition de la délégation polonaise, un projet de charte pour la statistique publique est lancé.

En 1992 la CSE approuve les dix principes fondamentaux de la statistique publique. En 1993 on passe à leur approbation politique: la Commission Economique pour l'Europe les approuve à son tour et les soumet aux Etats membres pour les leur faire adopter. Enfin, ces principes deviennent mondiaux après leur adoption, en 1994, par la Commission statistique des Nations unies.

Ces principes sont essentiels pour comprendre le rôle que doit désormais jouer la statistique publique dans le contexte de nos démocraties. Il n'est pas sans intérêt de s'arrêter quelques instants sur le contenu de cette charte.

4. LA CHARTE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE

Les principes fondamentaux constituent la déclaration politique la plus importante qui ait jamais été adoptée par la communauté internationale en matière de statistique publique. Cette charte a fait avancer la statistique d'un pas de géant dans la mesure où elle situe les activités statistiques dans le cadre normatif du *„respect des valeurs et des principes fondamentaux qui sont à la base d'une société démocratique soucieuse de se*

connaître et de respecter les droits de ses membres“. Elle affirme notamment, pour la première fois, que la statistique doit obéir à des principes d'impartialité, de scientificité, de légalité et de respect de la sphère privée. La statistique se voit ainsi reconnaître la mission d'observer la société de façon objective. Cette charte ouvre également une perspective nouvelle en concevant la statistique publique comme une institution qui doit jouir d'une large autonomie, parce qu'elle est fondée sur une autorité scientifique qui ne relève pas de l'autorité de l'Etat: un organe autonome, indépendant, à l'instar d'une banque centrale ou, mieux, du système judiciaire. La statistique est reconnue comme service public de l'Etat pour le citoyen et non pas comme un service à l'usage exclusif de l'Etat. La statistique n'est plus confinée au rôle d'appendice administratif des services de l'Etat. L'Etat, garant de la qualité scientifique et objective de l'information, diffuse cette information à l'intention de tout un chacun, partage la connaissance avec tous les citoyens. C'est le fondement de l'esprit démocratique. Et ceci à l'échelle mondiale, universelle.

Cette conception de la statistique publique et de l'autonomie scientifique de l'institution statistique a eu par la suite des retombées importantes, en particulier lors de l'élaboration de nouvelles lois statistiques dans la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale, ainsi qu'au sein de l'Union européenne. Ces principes ont été en partie repris et intégrés dans la loi sur la statistique fédérale entrée en vigueur en 1993. La Suisse a donc été l'un des premiers pays à mettre en œuvre les principes fondamentaux de la statistique publique.

5. LES NOUVELLES DONNES DE LA SOCIÉTÉ

Le passage d'une économie planifiée à une économie de marché n'a pas été aussi simple qu'on l'avait prédit. Plus difficile encore s'est révélé le processus de transition entre un régime autoritaire et un régime démocratique. On avait cru que l'introduction des mécanismes du marché suffirait à rétablir les économies en voie de perdition. Les sociétés occidentales avaient perdu tout sens des réalités: en misant seulement sur l'économie et son rétablissement, elles oubliaient la complexité politico-culturelle sous-jacente à toute société, et, notamment aux sociétés communistes. Elles oubliaient qu'il y avait autant de sociétés et de cultures que de pays. Exporter purement et simplement les modèles économiques qui avaient fait la soi-disant prospérité de l'Occident et croire à un alignement des sociétés de l'Est sur notre modèle s'est avéré impossible. Les sociétés occidentales oubliaient qu'il devait y avoir un effet de retour de ces sociétés sur les nôtres et que les choses ne seraient jamais plus comme auparavant. La géopolitique allait changer de fond en comble. Les équilibres et les partages d'influences allaient être bouleversés, l'économie devenait de plus en plus globale sous l'égide des Etats-Unis, l'Europe était obligée de se redéfinir et de chercher de nouveaux horizons. S'ajoutait à tout cela ce que l'on peut appeler la nouvelle révolution technologique. On ne pouvait plus parler de transition des pays ex-communistes vers les sociétés dites libres. Il s'agissait désormais d'une

transition globale de toute la société, qui allait bouleverser habitudes et structures, valeurs et comportements, consciences et responsabilités, cultures et économies. On prenait conscience que la démocratie, les droits de l'homme, la dignité de la personne humaine étaient les vraies valeurs de toute société qui aspire à se développer dans le respect et pour le bien des hommes et des femmes. Malgré tous les revers et les difficultés les années nonante auront donné un nouvel élan à la démocratisation du monde. Cependant, rien n'est gagné d'avance et le combat pour la démocratie doit être quotidien.

Dans ce monde en mutation rapide et profonde, à la recherche de nouvelles valeurs, il est clair que les systèmes d'information statistique ne pouvaient plus rester figés comme par le passé, et ce, tant sous l'angle institutionnel qu'en regard de leur contenu et de leur place dans la société.

6. L'INTERNATIONALISATION DE L'APPROCHE STATISTIQUE

La solidarité internationale envers les pays de l'Est a pris dès 1990 une ampleur sans précédent, parfois, il faut bien le dire, aux dépens de l'aide aux pays du Sud en développement. Dans le domaine de la statistique, comme je viens de le relever, un effort considérable a été consenti: tous les pays occidentaux, l'Union européenne et les organisations internationales ont contribué à la réforme des systèmes et des esprits. L'OFS s'est engagé résolument dans l'aide internationale en choisissant, d'entente avec la DDC, les pays où la Suisse était déjà présente dans d'autres domaines. Notre collaboration s'est d'abord développée avec la Slovénie, la Slovaquie, la République tchèque, la Pologne, et la Roumanie. Le développement de cette activité a conduit l'OFS à créer un service international et à définir une politique statistique internationale. D'autres pays se sont ajoutés à la liste de nos partenaires: les pays des Balkans (Bosnie, Macédoine, Albanie), la Palestine, le Kirghistan et les pays du sud de la Méditerranée. Je rappelle en passant que l'OFS a largement contribué à la conception et à l'exécution des recensements de la population en Macédoine, en Palestine et au Kirghistan. Actuellement, il est engagé dans la préparation du recensement de la population de l'Albanie, avec le cofinancement de l'UE. Pour ces pays, un tel recensement est essentiel, non seulement pour la connaissance de la réalité, mais aussi pour la stabilité politique.

En fait, l'internationalisation allait imprégner peu à peu toute notre philosophie de travail. Nous avons tout d'abord intensifié considérablement nos relations avec l'Union européenne et, plus précisément, avec EUROSTAT, dans le but de rendre nos statistiques euro-compatibles. Cette collaboration aura été essentielle pour le système statistique suisse. Mais nous avons également développé nos relations avec d'autres pays et avec d'autres organisations internationales dans le but de rechercher des synergies, d'appuyer et de développer des projets communs. Par opposition à la situation qui prévalait avant les années nonante, le système statistique suisse est aujourd'hui si bien intégré dans la communauté internationale qu'il ne serait plus possible de le concevoir autrement. L'OFS a travaillé très activement au sein des organisations internationales et no-

tamment au sein de la Commission statistique de l'ONU. Il s'agit là d'une évolution naturelle: la dimension internationale, voire mondiale, de la statistique est désormais essentielle dans un monde globalisé et interconnecté. De plus en plus, les systèmes statistiques nationaux forment les parties constitutives d'un grand réseau international, un réseau qui comprend tant l'infrastructure conceptuelle (méthodologie, définitions, classifications, nomenclatures) que les résultats statistiques. La statistique publique est en passe de devenir le langage commun entre les peuples.

7. LA FIN DE L'HÉGÉMONIE DE L'OBSERVATION ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Au cours des années nonante, on a commencé à prendre conscience du caractère réducteur que présentait la seule approche économique dans l'observation de notre société. Quitte à être caricatural j'ose affirmer que jusque là la statistique publique passait pour être constituée avant tout par la statistique économique. En d'autres termes, les systèmes de statistique publique étaient conçus de façon à satisfaire avant tout aux exigences de l'observation économique de la réalité. Statistique économique au centre et „autres“ statistiques en tant que satellites. La critique de cette conception de la statistique publique – qui reflétait la philosophie dominante – s'était déjà manifestée bien des années auparavant. Tant les Nations Unies que l'OCDE avaient fait des propositions pour tenter d'élargir et de compléter le champ d'observation de la statistique publique. Les Nations Unies avaient ainsi publié, au début des années 70, un manuel sur la statistique sociale et démographique dont l'auteur n'était autre que le grand économiste et père des comptes économiques Richard Stone. Trop en avance sur son temps, ce manuel est resté lettre morte et c'est seulement aujourd'hui que l'on commence à le redécouvrir. L'OCDE, quant à elle, avait lancé, dans le milieu des années 70, un programme d'indicateurs sociaux qui a été réalisé par certains des pays membres. Mais, dans ce cas-ci également, cette nouvelle approche avait été accueillie avec scepticisme sinon avec résistance. Quelques pays, comme les pays scandinaves, avaient fait œuvre de pionnier en publiant des rapports sociaux, dont les échos n'ont jamais dépassé les frontières des pays concernés. Il a fallu, je pense, les bouleversements politiques que nous venons de décrire, la prise de conscience des grands problèmes écologiques et la limitation des ressources non renouvelables, l'émergence des problèmes liés à la sécurité sociale et à la santé, les difficultés découlant de systèmes éducatifs dépassés, l'explosion de la société de l'information – et j'en passe – pour que la société civile et les gouvernements s'engagent effectivement sur une autre voie: celle d'une approche qui intègre les problèmes de société. Une nouvelle notion a vu le jour, celle de développement durable (qui a succédé à celle de croissance qualitative des années 80), c'est-à-dire un développement aux dimensions aussi bien économique que sociale et environnementale. Il aura fallu aussi que soit lancé le débat sur le rôle de l'Etat dans nos sociétés, débat alimenté par les déficits qui allaient en croissant au fil des années, pour que l'on prenne conscience de la né-

cessité de mieux gérer ces grands appareils gouvernementaux et administratifs. Bref: les années nonante ont sonné le glas de l'hégémonie de l'observation statistique de la société sous un angle purement économique. Il faut se rendre compte que cette approche unilatérale nous a empêchés de saisir les changements que nos sociétés étaient en train de vivre et les nouveaux défis auxquels la société se voyait confrontée: problèmes sociaux, de santé, de mobilité, d'éducation, de technologie, d'écologie, de marché du travail, d'occupation de l'espace, de conditions de vie, de culture. Force est de constater que les systèmes statistiques n'étaient pas préparés à faire face aux nouvelles demandes d'information et que, dans plus ou moins tous les pays, l'information statistique concernant les nouveaux problèmes de société présentait des lacunes parfois importantes. De grands changements dans les programmes statistiques des pays et des organisations internationales ont dû être effectués, en partie en redéfinissant les priorités et en partie en investissant des ressources supplémentaires. Ainsi, tous les systèmes statistiques des pays développés ont vu leur contenu évoluer et leurs stratégies de production et de diffusion de l'information statistique emprunter de nouvelles voies.

8. INFORMATION STATISTIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Les années nonante auront connu ce que l'on peut appeler le début de la révolution des technologies de l'information. Comme toutes les révolutions, celle qui a entraîné notre société dans l'ère des technologies nouvelles du traitement de l'information couvait depuis quelque temps déjà. Mais la révolution a ceci de particulier qu'elle s'extériorise soudainement sans que la société soit préparée au bouleversement. Et en général, on la subit, on l'épouse ou on la rejette: mais elle ne laisse personne indifférent. Ce qui s'est passé au milieu des années nonante avec Internet a été comparé – selon moi avec raison – à la révolution de Gutenberg. L'introduction d'Internet aura au moins des conséquences aussi profondes sur la société que l'introduction de l'imprimerie. Internet au sens large, c'est-à-dire en tenant compte de toute la technologie qui le soutient et l'accompagne, n'est pas seulement un moyen de communication et de diffusion de l'information et des connaissances. Internet est une nouvelle conception du traitement de l'information qui va avoir des répercussions fondamentales sur la structure de notre société. Internet va favoriser l'accès à l'information à un nombre croissant de personnes et aura, par là, un effet bénéfique de démocratisation. Il y aura toutefois des laissés-pour-compte et le risque d'un clivage numérique, au sein d'une société ou entre les sociétés, est réel. Mais Internet va aussi influencer sur l'organisation. Avec Internet il faut s'organiser autrement, les hiérarchies traditionnelles laissent la place à des processus de travail axés sur le flux de l'information. L'institution va exister en fonction de sa capacité à traiter convenablement l'information. Il est clair que pour un institut chargé de la statistique publique, c'est-à-dire, un organe dont la tâche essentielle est précisément le traitement de l'information, cette révolution informatique et télématique a et aura des conséquences énormes. Collecte, traitement, stockage, analyse, diffusion des informations sont des tâches

à organiser désormais d'après les lois de la nouvelle technologie et d'après les processus dictés par le flux des informations. Les instituts de statistique sont appelés à s'investir dans les nouvelles technologies et à en faire une compétence centrale à l'instar de la méthodologie statistique. Il n'y a pas d'autre choix: ou l'on exploite à fond les nouveaux outils et les nouvelles possibilités ou l'on est éjecté, par manque de compétence, du marché de l'information – la notion de marché devant être ici comprise comme la somme des besoins des utilisateurs.

9. TROP ET TROP PEU D'INFORMATIONS – LES INDICATEURS STATISTIQUES ET LES ANALYSES CIBLÉES

Dans les années nonante, les stocks et les flux d'information ont connu une véritable croissance exponentielle. Actuellement, dans notre société, il y a en général plutôt trop d'informations que trop peu. Nous avons accès à une quantité énorme d'informations hétéroclites et l'on nous débite des flots d'information non triés: des informations utiles, banales, fausses, imprécises, essentielles, vieilles, partielles, incohérentes, validées, etc. Difficile, dans ce cas, de trouver la bonne information pour le bon usage. Dans le domaine de l'information statistique, il n'en va pas autrement. Difficile aussi de pouvoir disposer rapidement et de façon ciblée de l'information statistique dont on a besoin – à supposer qu'elle existe. D'une part, parce qu'en général les tableaux standards disponibles n'ont pas été établis a priori pour satisfaire à l'exigence spécifique de l'utilisateur et, d'autre part, parce que souvent la demande d'information est complexe et nécessite la recherche et l'agrégation d'informations provenant de plusieurs sources. Le statisticien qui produit des informations statistiques en espérant que, sur la quantité, l'une ou l'autre fructifiera, à l'instar des grains de pollen produits par les fleurs, appartient désormais au passé. Le statisticien moderne est appelé à travailler de façon à satisfaire le besoin spécifique de l'utilisateur, à mettre entre les mains de ce dernier une information aussi ciblée, précise, adaptée, dense et compréhensible que possible. Pour ce faire, deux conditions doivent être remplies. Premièrement le statisticien doit travailler dans un esprit de partenariat très étroit avec les utilisateurs; il doit savoir ce que les utilisateurs veulent et doit pouvoir leur expliquer le contenu de l'information qu'il met à leur disposition. Deuxièmement, le statisticien est appelé à fournir à l'utilisateur un produit fini aussi substantiel et adéquat que possible. Les années nonante auront vu se développer cette nouvelle culture du statisticien moderne, axée, d'une part, sur le partenariat et, d'autre part, sur l'élaboration d'indicateurs statistiques, une sorte d'information hautement concentrée et efficiente. C'est connu: plus un instrument est puissant et plus il doit être manié avec précaution. Le statisticien est amené à accompagner ses informations performantes d'un mode d'emploi (une analyse et les métadonnées y afférentes), faute de quoi l'interprétation de l'état et de l'évolution de la société risquerait d'être faussée. L'OFS a résolument développé cette nouvelle approche de la diffusion de l'information statistique. Une telle approche demande des investissements en capacités intellectuelles et en capacités tech-

nologiques. L'élaboration de bons indicateurs est une tâche conceptuelle ardue. Elle exige de très bonnes connaissances du sujet et de la méthodologie statistique et analytique. L'élaboration d'indicateurs demande également la mise à disposition cohérente d'une énorme quantité d'informations touchant en général plusieurs domaines de l'observation statistique. Seule la mise en réseau de toutes les informations statistiques sur une plate-forme informatique du type „datawarehouse“ peut garantir un processus d'élaboration d'indicateurs efficient et convivial. L'OFS est engagé dans un tel projet et je suis convaincu qu'avec l'adoption de cette nouvelle technologie, il pourra sensiblement améliorer ses prestations. En fait, l'adoption de la stratégie d'élaboration d'indicateurs statistiques va avoir l'effet d'une vague de fond qui renouvellera la mission de l'OFS. Avant tout, l'OFS s'est attelé à réaliser une série de tableaux de bord pour la gestion macropolitique de l'Etat mais aussi pour le monitoring de domaines ou d'institutions différents (la santé, les transports, les universités, par exemple). L'OFS en tant que tel est appelé à devenir l'observatoire du changement social, qui rendra compte périodiquement de l'état et de l'évolution de notre société dans son ensemble.

10. INFORMATION STATISTIQUE, CAPACITÉ ANALYTIQUE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La transformation fondamentale des fonctions d'un institut de statistique au cours de la décennie qui vient de s'écouler aura mis au premier plan la problématique des relations entre le monde académique et la statistique publique. Les années nonante auront vu se développer de façon exponentielle les livraisons de données fournies par la statistique publique à des projets de recherche scientifique. La politique de la Suisse en ce domaine a été et est très généreuse – et j'en suis heureux. Ces relations de collaboration entre l'OFS et le monde scientifique ont été et seront toujours nécessaires et fructueuses. Mais il est aussi vrai que, dans la plupart des cas, elles ont été et sont encore ancrées dans des projets spécifiques et limités dans le temps. Or, nous constatons que cela n'est plus suffisant. Il ressort de nos expériences qu'il faut désormais concevoir une forme de coopération globale et intégrée entre statistique publique et monde scientifique. Cette coopération, cette interaction ne devrait plus reposer sur les seuls besoins immédiats d'un projet, mais sur un partenariat permanent, fondé sur les synergies scientifiques et les complémentarités institutionnelles entre la statistique publique et la recherche scientifique, notamment dans les sciences sociales et humaines. Cette conviction est au cœur de notre stratégie de développement pour ces prochaines années. Personnellement, je suis convaincu que la coopération entre recherche en sciences sociales et humaines et institut de statistique est la voie de l'avenir. Pour la statistique publique d'abord, afin de l'intégrer de mieux en mieux dans des canevas scientifiques. Pour les sciences sociales ensuite, qui apparaissent aujourd'hui comme dispersées, diluées et à la recherche d'une identité. Ce n'est pas la première fois que j'exprime ces idées.

11. EN GUISE DE CONCLUSION

Décidément le 20^e siècle aura été une période extrêmement riche en événements. L'humanité aura passé par les phases les plus tragiques et horribles de son histoire, mais aussi par des périodes pleines d'espoir. Depuis que l'homme est sur la terre, aucun siècle n'aura probablement connu une telle densité d'événements. La dernière décennie du millénaire, elle aussi riche en bouleversements, aura été somme toute positive pour l'humanité. Malgré une succession d'événements dramatiques, de revers, de violations des droits de l'homme, elle aura aussi été marquée par des avancées de la démocratie, de la dignité humaine, de la solidarité internationale, de la recherche de la démocratie, de la dignité humaine, de la solidarité internationale, de la recherche de la bonne gouvernance, de l'„empowerment“ ou autonomisation de la population, du nouveau paradigme technologique dans le traitement de l'information. Cette dernière décennie aura vu naître, après une longue gestation, la société de l'information, dont on mesure encore mal la portée. Elle restera peut-être dans l'histoire comme la décennie de la transition vers ce que l'on peut appeler „la nouvelle société“.

Les années nonante auront aussi marqué fondamentalement la statistique publique, son organisation, son contenu et, surtout, sa place dans la société civile et son rôle pour la décision politique. De simple productrice d'informations et créatrice de valeur ajoutée, elle sera devenue une institution reconnue pour fournir les connaissances nécessaires et pertinentes à la gestion et au développement humain de notre société. La statistique publique, consciente de son rôle humaniste, sera devenue un système d'information indépendant, autonome de l'Etat, conçu pour le citoyen, évoluant toutefois en étroite liaison avec les systèmes de décision. La statistique publique aura acquis le respect et l'appui de ceux qui oeuvrent en faveur du débat et des institutions démocratiques.

L'histoire nous enseigne qu'il faut rester vigilant: tout progrès est le fruit d'un investissement constant d'énergies. Je souhaite que cette institution indispensable à toute société garante de l'intégrité de l'homme puisse modestement contribuer à élever l'humanité vers des horizons meilleurs.